

Rencontre entre le président Barroso et les dirigeants des ONG européennes de Développement :

Les ONG européennes font pression pour que le G20 limite les effets de la crise dans les pays en développement

Aujourd'hui, et pour la première fois, les dirigeants de plus d'une centaine d'ONG européennes de Solidarité internationale ont rencontré le Président de la Commission européenne et l'ont exhorté à faire pression sur les Etats membres de l'Union européenne et du G-20 afin qu'ils prennent des décisions concrètes concernant les pays en développement durement frappés par les crises financières et environnementales.

A quelques jours du sommet du G20 sur la crise financière et de la publication officielle des chiffres 2008 de l'aide publique au développement par l'OCDE, CONCORD, la Confédération européenne des ONG de développement, a mobilisé les principaux dirigeants des organisations de la société civile pour chercher des solutions à l'impact dramatique de ces crises sur les populations pauvres et vulnérables notamment dans les pays en développement.

Les ONG européennes ont rappelé un certain nombre de situations inquiétantes. Comme l'explique le président de CONCORD, Justin Kilcullen : *"Les personnes vivant dans les pays en développement sont en train de connaître une diminution de l'aide au développement en raison des difficultés financières dans le monde. Ces tendances à la baisse auront des conséquences concrètes pour les personnes les plus vulnérables et marginalisées qui vivent dans la précarité. Pourtant la grande majorité des personnes vivant dans la pauvreté ne sont pas responsables de ces crises"*.

Au cours des derniers mois, trois gouvernements européens ont déjà décidé de réduire leur aide publique au développement pour 2009: l'Irlande de 95 millions d'euros (10% de son budget global), l'Italie de 56% (ou 400 millions d'euros) et la Lettonie a momentanément mais totalement suspendu son budget d'aide.

M. Barroso a expliqué que: *"dans le cadre de cette crise mondiale, nous avons besoin d'une approche globale et de solutions mondiales. La coopération au développement n'est pas une partie du problème, mais une partie de la solution générale à la crise. Il ne peut y avoir de redressement économique sans les pays en développement. Notre croissance et stabilité est indissolublement liée à la leur et vice versa. "*

Comme le soulignait le Directeur de CONCORD, Olivier Consolo : *"les diminutions de l'aide publique au développement sont d'autant plus difficiles à accepter alors même que des milliers de milliards d'euros sont mobilisés pour soutenir le système bancaire qui a provoqué la crise. Si on compare avec le niveau actuel d'aide, les coûts liés au sauvetage des banques correspondent à 154 années d'aide publique au développement ! "*

En réponse aux appels des ONG, M. Barroso a déclaré: *La récession ne doit pas et ne sera pas utilisée comme une excuse pour revenir sur nos promesses. En ce moment particulier du milieu de la crise, le soutien européen est indispensable tant en termes objectifs que pour éviter de laisser penser aux pays en développement qu'ils ont été abandonnés. Nous ne pouvons pas laisser se défaire le travail acharné de tant d'années. Nous ne pouvons pas permettre que la crise actuelle tue l'espoir qui avait commencé à poindre dans le monde en développement."*

Justin Kilcullen, le président de CONCORD, a souligné que: *«il faut aussi une profonde remise en question de notre modèle de développement actuel, qui repose essentiellement sur une forte croissance économique, une répartition inégale des richesses et l'exploitation à outrance des ressources naturelles. Nous appelons aussi à une réforme de la gouvernance économique mondiale dans laquelle les pays en développement auraient plus de poids"*

Les ONG demandent à l'actuel Président de la Commission européenne de faire usage de l'influence croissante, politique et économique, de l'Union européenne pour faire pression en faveur de changements fondamentaux sur la gouvernance économique mondiale qui est en discussion au niveau international.

Comme le souligne Olivier Consolo : *"Il serait regrettable que le G20, ce nouveau club qui réunit les pays riches (le G8) et désormais les `nouveaux-riches` aussi, ferme ses portes aux pays en développement alors qu'il faut plus que jamais les associer à la recherche des solutions. Nous espérons que la réunion du G20 la semaine prochaine à Londres sera autre chose qu'un show international de relations publiques pour rassurer les citoyens inquiets de la situation actuelle dans le monde."*

Contacts: Olivier Consolo, CONCORD Directeur: Tél: +32 (0)496 256 799
Agnès Philippart, CONCORD chargée de communication: Tél: + 32 (0) 743 87 77

----- END -----

Note à l'éditeur :

- CONCORD réagira la semaine prochaine à la publication par l'OCDE des chiffres européens de l'aide publique au développement.
- Le 14 mai, CONCORD dévoilera son rapport "AidWatch" analysant la réalité de l'aide donnée par l'Union européenne aux pays en développement.
- En 2002, les 15 anciens membres de l'Union européenne se sont engagés à accorder au moins 0,33% du RNB au titre d'aide au développement d'ici 2006 (avec une moyenne de 0,39%) et de 0,7% en 2015. En 2005, ils se sont engagés à donner au moins 0,51% d'ici à 2010 (avec une moyenne de 0,56%). Les 12 nouveaux États membres se sont engagés à donner 0,17% du RNB en aide d'ici à 2010 et 0,33% en 2015.

CONCORD est la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement. Ses associations nationales et ses réseaux internationaux représentent plus de 1.600 ONG soutenues par des millions de citoyens à travers l'Europe. CONCORD mène réflexions et actions politiques, et dialogue régulièrement avec les institutions européennes et les autres organisations de la société civile : www.concordeurope.org. CONCORD fait partie de la campagne "Action Mondiale contre la pauvreté".